

Dans le monde d'après, comment appréhender la dimension sociale de l'individu ?

Respectable Loge, Émancipation Brayonne, Orient de Rouen, Région 9

Mots-clefs : Contrat social

Pour introduire notre propos, tout d'abord, avons-nous le sentiment de vivre une crise ?

Au minimum, nous vivons une expérience nouvelle, inédite dont on peut tous espérer qu'elle restera singulière ou, plus précisément, unique.

Ce n'est pas la première épidémie à laquelle nous sommes confrontés. L'homme a de tout temps été confronté à la maladie en général et aux épidémies en particulier. Les « pestes » de tout genre ont toujours été reconnues comme des fléaux témoignant de la volonté divine de sanctionner les errements, les fautes voire les attitudes attentatoires ou blasphématoires des populations oublieuses de leurs devoirs. Il y a une dimension eschatologique dans toute épidémie qui est ainsi un déluge, ou plutôt, en raison de son caractère « limité » une menace de déluge ou de fin du monde sur le thème du « repentez-vous sinon j'efface tout ».

L'angoisse qu'elle suscite s'exprime par des réactions assez constantes de peur et le rejet de l'étranger, de recherche d'un bouc émissaire, de fuite et d'abandon mais aussi, en contre-point, de manifestations de solidarité, de courage et d'abnégation, de lutte contre l'adversité, la lâcheté et la bêtise, tant il est vrai que la maladie, la menace ou la peur de la maladie mettent l'homme et son âme à nu. Cette épidémie ne fait pas exception à la règle.

Ce n'est pas la première pandémie : nous avons tous la connaissance de la peste noire qui amputa l'Europe du tiers de sa population et de la grippe espagnole qui fit plus de victimes en deux ans que n'en fit la première guerre mondiale en quatre. Nous avons pour beaucoup d'entre nous le souvenir encore ému de l'épidémie de sida qui n'est pas terminée et qui emporta nombre de nos amis et nos illusions d'une sexualité libérée. Nous vivons tous les ans une épidémie de grippe dont on oublie qu'elle peut être mortelle au point que nous oublions tout autant de nous faire vacciner...toute la planète est confrontée à ces fléaux qui nous font prendre conscience que notre monde est décidément bien petit.

Mais c'est assurément la première pandémie dont nous assistons tous quasiment **en direct** à la naissance, au progrès, à la diffusion et ce de façon simultanée grâce aux techniques et aux supports nouveaux de l'information numérique.

Cette épidémie a d'ailleurs ceci de particulier qu'elle est apparue brutale, explosive (avec un virus particulièrement contagieux, virulent et mortel pour certaines catégories de population) donnant cette impression d'une concentration de l'évènement et d'une « contraction » du temps.

Pour toutes ces raisons, **les autorités** ont dû prendre rapidement des mesures drastiques qui ont été assez univoques pour l'ensemble de la planète, l'urgence ressentie ne laissant pas ou peu de place, pour certains aux atermoiements, pour d'autres à la réflexion ou au doute notamment sur l'origine de « ces autorités » (qu'elle est la légitimité d'un conseil scientifique ? D'où la tire t-il ?)

Ce contexte étant posé un état des lieux s'impose :

Ce qui nous arrive aujourd'hui n'est pas le fait du hasard ; il s'agit d'une crise totale, systémique : crise de civilisation, économique, financière, de confiance, sociale, sanitaire, de sens, culturelle, démocratique, réchauffement climatique, déforestation avec destruction du biotope, trafics d'animaux sauvages ; une combinaison de facteurs nous a amené à la situation actuelle et nous rappelle la fragilité de la condition humaine. Les humains sont le « virus » car ils se comportent mal, ne respectent pas, par exemple, l'environnement alors que le changement climatique nécessite le même type de gestion de crise que celle des urgences actuelles. Notre espèce dite humaine en est donc le véritable virus alors, que faire ?

Tout d'abord, il convient d'analyser la question telle qu'elle nous est posée.

Nous aurions tendance à trouver l'expression « dimension sociale de l'individu » inappropriée, notre vie sociale ne pouvant être réduite à une « dimension » dès lors qu'elle représente la quintessence même de notre existence d'homme. L'homme est intrinsèquement un être social, de façon insécable, autant qu'il est, individuellement, constitué d'organes, mélange indissociable de chair et d'esprit. Certes, l'individu constitue un sujet distinct, une personne « indivisible » de corps et d'âme, une identité unique, élément de base d'un ensemble, la société, sans que cela ne suppose, en soi, un retranchement de sa liberté. Aussi la question, telle quelle énoncée, reprend-elle un lieu commun. Cependant, puisque formuler c'est choisir, orienter la question vers une voie toujours discutable, soumettre la formule à un examen critique amorce à son tour la discussion. Mais c'est d'un autre pré-supposé contenu dans la formule, « le monde d'après », qu'il nous semble intéressant de partir : le « monde d'après » signifie-t-il un autre monde, en devenir, tous les mondes, ou aucun monde, c'est-à-dire une utopie ? Un autre temps, ou plutôt un autre rapport au temps et à l'espace ? Comme si le temps, avec l'épidémie et la crise de la Covid-19, s'était arrêté, figé, et qu'en conséquence la dimension spatiale de notre monde, à savoir les réalités physiques et géographiques de la distance, quand nos frontières furent fermées et que nos avions furent cloués au sol, avait repris ses droits. Ainsi c'est bien

cette temporalité qu'il convient d'interroger, dimension qui est bien au cœur de la franc-maçonnerie, comme nous le rappelle la voûte étoilée au-dessus de nous, symbole d'universalité mais qui marque aussi une date, un moment inscrit dans le temps qui passe. Rappelons que les mots « temps » et « temple » ont la même racine, qui signifie séparation, séparation symbolique de deux mondes, le profane (étymologiquement, « devant le temple ») et le sacré, avait fait remarquer le philologue allemand Hermann Usener. Le projet maçonnique, la symbolique de la construction du Temple, Grand Œuvre de la franc-maçonnerie, est une entreprise qui s'inscrit dans la longue chaîne du temps, qui nous lie aux générations de francs-maçons qui nous ont précédés et se prolongent dans l'avenir, et nous oblige à la persévérance dans la durée. Telle qu'elle est posée, la question est donc bien une réflexion sur le temps de l'histoire. Elle nous invite à envisager le point de vue de l'historien, lequel étudie le rapport entre le présent dans lequel il vit, et le passé sur lequel il se penche. Son objet de recherche est la temporalité : quand il étudie les sociétés humaines, il les place dans le temps. L'histoire est un récit sur l'avant, qui certes amène à envisager l'après. C'est cette rupture entre un avant et un après qu'il convient d'aborder, pour ce que cette rupture suppose : jamais nos vies sociales n'ont été à ce point perturbées par l'ampleur d'un tel choc subi, « événement » (c'est-à-dire, ce qui est advenu précisément à la charnière d'un avant et d'un après) qui nous a tous, individuellement, atteint dans nos chairs. Le confinement nous aurait-il désocialiser, laisse entendre la question ? Jamais on n'a autant senti le poids coercitif, extrêmement pesant, de la société, de l'État. Certains l'auront mieux supporté que d'autres, car fortement socialisés par le travail, la famille, une éducation propre à s'exercer à la méditation et à affronter la solitude. Mais tous, chacun de nous, avons souffert de ne pas savoir de quoi demain sera fait, quand sortis de nos rails, il nous fallut tout réinventer. Le tout vécu avec un pouvoir omnipotent comme jamais, restreignant nos libertés premières, et d'abord celle de se déplacer. Nous avons senti la toute-puissance du Léviathan, avec à sa tête un Jupiter disant blanc le lundi, noir le mardi ! Enfermés au fond de nos logis, éparpillés dans nos individualités, nos individualismes, ne trouvant que dans des comportements incivils de quoi flatter un esprit rebelle toujours revendiqué, nous avons en réalité, et tout au contraire, atteint le summum du consentement, de la soumission au pouvoir. On peut aussi voir dans la question une autre dimension, prospective. « L'historien est le prophète du passé », disait Hegel ; ou encore, selon les mots de Bergson qui le formulait autrement, « on prévoit de l'avenir ce qui ressemble au passé ». C'est tout le dilemme de la perspective, le paradoxe du « cygne noir », dont la théorie va à coup sûr faire couler beaucoup d'encre chez nos journalistes et autres commentateurs « experts » en analyse politique et sociale. Nous laissons la formule récupérée depuis peu par certains économistes champions de la prévision des crises à venir, pour n'y retenir que l'induction des philosophes : pendant des siècles, en Occident, on avait vu cent, mille, des millions de cygnes blancs, au point de déduire qu'il n'existait pas de cygne noir. Jusqu'à ce qu'un jour on découvre, en Australie, un cygne noir que personne n'avait « prévu ». Ce que nous dit la métaphore, c'est qu'on ne peut prévoir l'« événement ». Car si l'histoire cherche à expliquer le passé, nul ne peut prévoir l'avenir, dans lequel en revanche nous projetons nos angoisses bien présentes. Or, ce qui inquiète, et bouleverse, dans cette crise, c'est la prise de conscience « d'être dans la seringue » : on sent que ça pousse, mais on ne peut pas en sortir ! L'épidémie se développe, on ne peut rien y faire, ni l'empêcher, ni s'en prémunir. On n'en voit pas la fin, et on subit son irrésistible avancée. De même que chaque année à présent il fait plus chaud, et qu'en peu de décennies nous savons que la Terre va prendre des degrés supplémentaires. Que nos économies si fragiles puissent s'arrêter net, si on ne vend plus d'avions et de voitures, si des millions de touristes cessent de se déverser dans quelques mêmes points du globe qu'ils contribuent ainsi à dégrader. Mais on ne peut pas indéfiniment construire toujours plus d'avions et de voitures, qui un jour satureront le marché. C'est le syndrome de la bicyclette, qui toujours accélère et jamais ne doit s'arrêter, au risque de choir. Car des centaines de millions d'emplois pourraient alors être perdus, jetant dans la misère les foules humaines. Nous sommes les spectateurs impuissants d'un monde fonçant tête baissée au bord de la falaise. Notre système économique déploie une épouvantable inertie. On voit ce qu'il ne faut pas faire, mais on est incapable de faire ce qu'il faut faire, parce qu'on ne sait pas ce qu'il faut faire. Où est l'individu, quand il ne peut agir ? Ce monde d'après, peut-être avons-nous soudainement pris conscience que nous y sommes déjà, sans jamais savoir de quoi nos sociétés, face à ce défi, seront faites, comment l'individu pourra exercer sa liberté, quand il lui faudra d'abord survivre.

Livré à lui-même et même à lui tout seul, nu comme un ver (à « soi » dans son cocon), l'individu a mesuré combien ses relations sociales pouvaient lui manquer. Les différents réseaux sociaux ont été surexploités avec plus ou moins de bonheur mais en général ont été le support d'une grande créativité et même révélateurs de talents et de beaucoup d'esprit critique. Parallèlement ils ont aussi montré combien l'individu pouvait être facilement enclin à relayer les informations non contrôlées et à suivre les mots d'ordre. Recroquevillé dans nos coquilles comme des escargots, roulés en boule comme des hérissons nous avons été assaillis de questions existentielles sur les vraies valeurs de la vraie vie, de la société, et du monde, sur la fragilité de nos acquis, sur nos erreurs, nos fautes ou nos « péchés », et avons pu accompagner notre repentance de vœux, de promesses de d'amendement et de changement, comme les naufragés peuvent en faire pour solliciter, le secours des saints et la clémence des dieux. Pour autant, partout nous avons pu témoigner d'élan extraordinaires de solidarité. Et pas seulement du fait de telles individualités, ou collectivités, mais de la part de toute une société. Une société solidaire, ce qu'est bien, en dépit de ses imperfections et travers, notre République. Nous avons pu apprécier, du moins en France, la solidité, la permanence d'un État républicain, dont la fonction première est d'assurer la protection des citoyens. Un État qui aura fait le choix de l'humain avant celui de l'économie, se refusant à suivre une logique purement statistique, « à la suédoise », particulièrement choquante car acceptant de sacrifier un pourcentage, quant au contraire fut érigé en principe de tout faire pour sauver ne serait-ce qu'un individu, fût-il centenaire ou autrement faible. Et c'est la première fois dans l'histoire que pareil choix fut pris face à une épidémie, faut-il souligner. Rarement le troisième terme de notre devise républicaine, la fraternité, aura pris tout son sens, aura été à ce point éprouvée. Et comprise le sens de l'équation liant les trois termes, à savoir que l'égalité et la fraternité entre les

citoyens sont les conditions nécessaires à l'exercice de leur liberté. C'est bien le sens de la symbolique maçonnique selon laquelle la Liberté étant l'assise du Temple, l'Égalité en est la clef de voûte, et la Fraternité le ciment. C'est-à-dire que le difficile chemin vers l'émancipation du genre humain ne peut être gravi qu'ensemble, entre frères égaux. Autrement dit, une société forte, forte parce que solidaire, est le garant des libertés individuelles seulement limitées par la loi, expression de la volonté commune, lesquelles libertés ne peuvent s'épanouir que dans le respect du bien commun, cette notion fondamentale de la démocratie. Il n'y a pas de liberté individuelle sans obligation, dans le sens maçonnique s'entend, à savoir l'engagement et la solidarité.

Croyez-vous que Coluche se soit soucié des gouvernants lorsqu'il a mis en place les restos du cœur ? Croyez-vous que l'Abbé Pierre se soit soucié des gouvernants lorsqu'il a mis en place Emmaüs ? Croyez-vous que Pierre RABHI se soit soucié des gouvernants lorsqu'il a arrivé en ARDECHE pour mettre en place sa ferme sous les moqueries des agriculteurs du coin ? Croyez-vous que Pierre RABHI se soit soucié des gouvernants lorsqu'il a mis en place son association « le colibri » ? Croyez-vous que l'association « les nouvelles cordées » se sont souciés des gouvernants pour mettre en place leur association « territoire zéro chômeurs de longue durée » ? Croyez-vous que l'association « bleu, blanc, zèbre » s'est soucié des gouvernants pour fonder leur association ? « Nous on ne dit pas, on fait ! ». Croyez-vous que les agriculteurs, les restaurateurs, les commerçants, etc... se sont souciés des gouvernants pendant le confinement pour mettre en place de nouveaux circuits de distribution ? Et la liste pourrait prendre des centaines de pages. Que sommes-nous en train d'expliquer ? Tout simplement que le citoyen doit se prendre en charge et ne pas attendre tout de l'état providence ?

Nous sommes en accord avec Claude ALPHANDERY qui dit que « l'enjeu est à la hauteur du Conseil National de la Résistance ». Il s'agit demain comme pendant le confinement de donner la parole à ceux qu'on n'entend jamais : pendant le confinement ce furent les infirmières, les aides-soignantes, les caissières, les éboueurs, etc... Demain, ce sont les citoyens que nous devons écouter. Les conventions citoyennes comme celle du climat sont des outils pertinents pour mettre en évidence les compétences des citoyens. L'une de nos principales motivations doit être de construire un projet qui garantirait une réelle égalité des chances par la répartition des richesses, de replacer le travail, son utilité et son sens parmi les autres activités d'émancipation qui contribuent à l'élaboration d'un citoyen éclairé. Nous devons venir en aide à nos concitoyens dans le but d'une refondation non consumériste, mais d'une citoyenneté solidaire, humaniste et progressiste. Nous avons le devoir de résister, de créer car nous sommes des militants de l'humain. Il nous faut initier une prise de conscience politique de la globalité de la situation ; c'est d'un moratoire puis d'un plan alternatif permettant de revoir l'ensemble du dispositif dont nous avons besoin, avec des propositions concrètes pour garantir l'avenir d'une société basée sur deux principaux piliers : la santé et l'éducation. Il est primordial de s'attaquer aux racines de la misère, de la précarité ; assumons nos responsabilités pour venir en aide à nos concitoyens ! Soyons collectif et non individuels ; il faut s'organiser, rejoindre des collectifs, des syndicats, au sein de la cité et s'unir au-delà de tout corporatisme. Défendons toujours, de manières plus radicales que le soin et la relation d'aides ne sont pas des marchandises, tout comme nous devons refuser l'enfermement dans la gestion de dispositifs régressifs, de contrôle social. Finissons-en avec ce penchant néfaste du management et ses organisations de travail délétères. Stoppons cette machine économique à broyer de l'humain qui génère que souffrance et mort. Voilà, s'il en est, un idéal pour demain et une finalité vers laquelle nous devons tendre ; une utopie, diront certains, mais indispensable à une imagination créatrice. Demain ne devra pas ressembler à hier ; il ne tient qu'à nous de tendre vers le meilleur, d'inventer des jours heureux !

Et comme l'écrivait Saint Exupéry, je cite : « *Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible.* »

Cette question sociale est donc fondamentale, essentielle ; elle englobe tous les autres aspects : travail, éducation, santé, économie mais qu'entend-on par question sociale ? La question sociale concerne la manière dont une société fonde sa cohérence et s'organise techniquement sur un principe de solidarité. Il s'agit de la compréhension des transformations radicales de l'état social. Cela renvoie à la question de la cohésion, du lien social et de la manière dont la société s'organise pour mettre en place des processus de solidarité et ainsi éviter la déliaison et les phénomènes de violence (voir Robert Castel). Au XIXe siècle, l'expression de question sociale désigne l'état d'interrogation profonde – voire de désarroi – dans lequel se trouve plongés les politiques et les économistes, confrontés aux problèmes liés à la transformation radicale du travail à la suite de la révolution industrielle. L'histoire de la question sociale et de ses métamorphoses rencontre inévitablement celui du salariat et de son corollaire, la désaffiliation. Dans celle de la mondialisation néolibérale, il s'agit de l'ébranlement du salariat et avec lui celui en retour de l'assistance, la montée de l'insécurité sociale, de la vulnérabilité ; de nouveaux défis se font jour avec la mission prioritaire du travail social de s'occuper de la partie minoritaire de la population qui n'est pas couverte par la protection liée au travail et la nécessité d'un rééquilibrage par la référence aux droits universels pour tous les citoyens. Cette dotation de droits est indispensable à l'émancipation des individus. Il s'agit d'analyser ces nouveaux défis de la question sociale et les réponses que la société peut y apporter. Les transformations de la question sociale entraînent la production de nouveaux désordres et risques (désordres des inégalités), lesquels ?

Ils ont pour corollaire l'émergence de l'insécurité sociale et civile comme problèmes sociaux et politiques.

D'anciennes et de nouvelles formes de solidarité surgissent. Nous assistons à la décomposition des anciennes formes de solidarité. A quelles conceptions et à quelles politiques donnent lieu les nouvelles formes de solidarité ? Les enjeux posés par la question sociale apparaissent d'autant plus inquiétants et complexe qu'elle s'adresse à une société qui a perdu la plupart de ses repères traditionnels et qui peine à s'orienter et à trouver une issue à ses difficultés : accroissement de la misère, précarité du monde ouvrier, cynisme d'un certain libéralisme, réactions violentes des anarchistes qui paraît d'autant plus redoutable qu'elle inquiète et déstabilise les élites et l'opinion publique. Pour revenir à notre situation actuelle et répondre à cette crise démocratique, climatique et autre, il nous faut trouver un futur nouveau ; l'économie de marché débridée est toujours là. Avant la crise, le consommateur avait écrasé le citoyen ; il faut abandonner le profit de la vie d'avant ; nous devons accepter d'autres

réflexes pour plus de justice sociale car nous nous acheminons vers une catastrophe économique mondiale sans précédent. Un deuxième acte sera d'abord économique puis un troisième acte sera politique et social. Agissons avant qu'il ne soit trop tard !